



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Région Bourgogne

Unité Territoriale 21

DIJON, le - 5 JUIL, 2010

Nosréf.: SC/PL/2010- 382

Affaire suivie par Stéphane CARON

Téléphone : 03.80.28.84.67 Télécopie : 03.80.28.84.61

Courriel : stephane.caron@developpement-durable.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSEES

VISITE D'INSPECTION DU 16 juin 2010

Sté EUROFLACO
à

CHEVIGNY SAINT SAUVEUR

RAPPORT DE CONSTATATIONS

1- INTRODUCTION

L'inspection de cet établissement était une inspection approfondie, planifiée. Elle avait pour but de vérifier la conformité des tours aéroréfrigérantes à l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004. Elle s'est déroulée dans le cadre de l'action relative au contrôle des tours aéroréfrigérantes (TAR).

2 - IDENTIFICATION DE L'ETABLISSEMENT

Raison sociale : Sté EUROFLACO

Siège social :

Etablissement : Avenue de Tavaux – 21800 CHEVIGNY SAINT SAUVEUR

Activité(s) principale(s) : Plasturgie

3 - SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement fait l'objet d'un :

L'établissement fait l'objet d'une lettre de Monsieur le Préfet relative au bénéfice de l'antériorité de l'établissement pour l'exploitation de tours aéroréfrigérantes.

4- INSPECTION DU 16 juin 2010

4.1 - Conditions de l'inspection

L'inspection a été annoncée à l'exploitant par téléphone.

Personne(s) rencontrée(s) lors de l'inspection

L'inspection a été réalisée par Monsieur Stéphane CARON, inspecteur des Installations Classées.

Les personnes rencontrées lors de l'inspection étaient :

- Monsieur PETIT – Responsable maintenance

Référentiels et thèmes de l'inspection

Le référentiel utilisé pour l'inspection est le suivant :

- Arrêté ministériel du 13 décembre 2004

Le thème de l'inspection était :

- Les tours aéroréfrigérantes.

4.2 - Constats réalisés

Globalement, l'inspection a montré que l'exploitation des installations était en situation dégradée notamment dans la gestion. Il a été noté également un manque de réactivité lors de résultats d'analyses des légionelles non conformes. En 2009, lors d'un dépassement à 25000 Unité formant colonies/litre, l'exploitant n'a pas réagi à ce dernier. De même pour l'année 2010, deux dépassements ont été constatés pour les mois d'avril et de mai. Il n'y a eu également aucune réaction sur la gestion de la tour.

L'ensemble des points inspectés sont ceux du référentiel de l'inspection détaillé ci-dessus. Les constats d'écarts sont présentés dans le tableau des constats.

Les observations sont les suivantes :

- Il convient d'établir un plan des installations (4),
- Il convient qu'une maintenance et un entretien adaptés soient mis en place afin de limiter la prolifération des légionelles (6.1a)
- Il convient d'établir à partir de l'AMR un plan d'entretien préventif, de nettoyage et désinfection (6.1c) (8)
- Il convient d'établir une liste exhaustive des procédures et qu'elles soient répertoriées dans le carnet de suivi (6.1e) (6.3)
- Il convient de déterminer la bonne gestion hydraulique (régime turbulent) dans l'ensemble de l'installation (6.2.2)
- Il convient de démontrer l'efficacité du traitement (6.2.2)
- Il convient d'établir des procédures en cas de proliférations de légionelles (9.1), (9.2), (9.3)
- Il convient de ne pas oublier de consigner dans le carnet de suivi toutes les interventions (11)
- (13)
- Il convient de procéder au moins une fois par an à la révision de l'analyse de risque (14a)
- Il convient de procéder à l'analyse de la qualité de l'eau d'appoint (16.2)
- Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau (16.3)
- La quantité d'eau rejetée doit être mesurée journalièrement ou évaluée (16.5)
- Il convient de faire réaliser par un organisme agréé au moins tous les 3 ans, les mesures des concentrations des paramètres pH, températures, MES, AOX (16.6) (16.8).

4.3 – Suites envisagées

Nous proposons que les observations effectuées fassent l'objet d'un courrier adressé à l'exploitant.

Compte-tenu des non-conformités précitées et de l'absence de réaction de l'exploitant lors de dépassement sur les résultats d'analyses, des propositions de suites sont faites au préfet.

P.J. : tableau des constats d'écarts et des constats pertinents

L'Inspecteur des Installations Classées



Stéphane CARON